

Société

Un ministre de l'Intérieur courtisé

Sarkozy entretient des relations étroites avec des poids lourds du secteur.

Par Renaud LECADRE

QUOTIDIEN : samedi 24 mars 2007

La proximité de Nicolas Sarkozy avec les casinotiers est à la fois professionnelle et personnelle. Avec Dominique Desseigne, patron et héritier du groupe Lucien Barrière, il partage des footings à La Baule «*Nicolas a le sens de la compétition, il a la gagne en tête*», dixit Dominique et le microcosme de Neuilly leurs épouses respectives furent copines. Quand Dominique Desseigne, notaire de profession, se retrouve propulsé à la tête du leader français des casinos (39 établissements de luxe) à la suite du décès de Diane Barrière, il prend conseil auprès de son ami Sarkozy, avocat d'affaires de profession (1) : «*J'allais le voir à la mairie de Neuilly, il me coachait, je repartais avec des forces*.» Bien entendu, cette franche camaraderie est sans conséquence sur les nombreuses autorisations de machines à sous obtenues par le groupe Barrière à Cannes ou Bordeaux. Le prestige de ces casinos locaux y est sûrement pour beaucoup. Plus curieuse, en revanche, l'attribution de 100 bandits manchots à Blotzheim (Haut-Rhin), avant même que le premier coup de pioche du casino alsacien ne soit donné.

Avec le groupe Partouche, pas de copinage individuel. Mais le ministre de l'Intérieur pratique l'entente institutionnelle cordiale, sous couvert du Syndicat des casinos modernes de France, domicilié au siège de Partouche. En juillet 2003, Nicolas Sarkozy réunit un «*groupe de travail*» avec les représentants casinotiers, à l'issue duquel les professionnels se «*félicitent des résultats obtenus et expriment leurs remerciements au ministre qui a souhaité cette parfaite concertation*». Elle aboutit à une circulaire qui abolit les investissements immobiliers préalables au dépôt d'une demande d'exploitation de casino et assure à tous un minimum garanti de machines à sous. En 2004, ce syndicat des casinos modernes se croit autorisé à diffuser une étude qui vise à interdire toute nouvelle ouverture dans un rayon de 50 km autour des casinos existants (les siens !), affirmant avoir été mandaté pour «*réfléchir à l'esquisse d'un schéma directeur partagé entre les pouvoirs publics et les opérateurs [...], dans le cadre d'un groupe mixte qui se réunira au ministère de l'Intérieur*».

Avec Bernard Laporte, entraîneur du XV de France, les relations sont des plus baroques. Intimes, partageant à l'occasion un match de foot estival, ils ne sont pas censés parler casino. Sauf que Laporte fut le très bref propriétaire de deux établissements sur le bassin d'Arcachon (Biscarosse et Lacanau), moyennant une rapide plus-value. A entendre Frédérique Ruggieri (lire ci-contre), ce rugbyman-homme d'affaires lui aurait proposé d'intercéder en sa faveur auprès de Nicolas Sarkozy, moyennant la moitié du capital de son casino. Bernard Laporte s'insurge : «*J'en ai rien à foutre de son casino. Si je suis ami avec le ministre de l'Intérieur, ce n'est pas pour l'emmerder, et encore moins pour en profiter*.» (1) *Nicolas Sarkozy, le destin de Brutus*, par Victor Noir (Denoël).

<http://www.libération.fr/actualite/societe/243078.FR.php>